

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 20/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LUBRIZOL FRANCE

25 quai de France
BP 1062
76100 Rouen

Références : UDRD.2026.02.R.30
Code AIOT : 0005800574

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement LUBRIZOL FRANCE implanté 25 quai de France BP 1062 76100 Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans les missions de police de l'inspection des installations classées visant les produits chimiques à travers les règlements européens dits REACH, CLP et BIOCIDES.

La société LUBRIZOL FRANCE présente en effet les qualités de :

- . fabricant, importateur et utilisateur en aval de substances chimiques dangereuses.
- . formulateur de mélanges de substances chimiques dangereux.
- . responsable de la mise sur le marché en France de 3 produits biocides (produits finis).

Les contrôles ont notamment porté sur la substance chimique dangereuse thiophosphate de O,O,O-triphényle (CAS 597-82-0) qui a fait l'objet d'une évaluation en 2025 par les Pays-Bas au titre du programme d'action continu communautaire (CoRAP). Le rapport d'évaluation de l'institut national hollandais de santé publique et de protection de l'environnement (NIPHE) a été finalisé le 1^{er} avril

2025 et reconnaît notamment les propriétés persistantes, bioaccumulables et toxiques pour les organismes aquatiques sur le long terme (PBT) de la substance. La substance est également considérée comme extrêmement préoccupante (SVHC) par l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) depuis le 21 janvier 2025 vis-à-vis de ses propriétés PBT.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUBRIZOL FRANCE
- 25 quai de France BP 1062 76100 Rouen
- Code AIOT : 0005800574
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Rouen produit des additifs pour lubrifiants, par synthèse chimique et par mélange.

C'est également le siège social de l'entité juridique LUBRIZOL FRANCE responsable des enregistrements REACH et des notifications au titre de la classification et de l'étiquetage des substances dangereuses au titre du règlement européen CLP pour les 3 usines françaises (Mourenx, Oudalle et Rouen) de la société.

Contexte de l'inspection :

- Inspection spécialisée produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- BIOCIDES
- CLP
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La société LUBRIZOL FRANCE gagnerait à réaliser une levée de doute sur l'absence de pollution croisée dans les cuves de réception et de recyclage (cuves 735201 et T35203) des rinçages à l'huile des cuves de l'unité mélange par la substance thiophosphate de O,O,O-triphényle (CAS 597-82-0) évaluée depuis peu comme très persistante (vP) au titre du règlement européen CLP.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Mesures de gestion des risques inhérentes à la substance TPPT	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 et 34	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Rubrique 1 de la FDS de la substance dite 132.20	Règlement européen du 18/06/2020, article Annexe	Demande d'action corrective	1 mois
5	Rubrique 2.3	Règlement européen du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de la FDS du mélange CPI-9007-5	18/06/2020, article Annexe		
6	Enregistrement REACH de la substance docosan-1-ol	Règlement européen du 18/12/2006, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identité fournisseur substance thiophosphate de O,O,O-triphényle (TPPT)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
2	Quantités annuelles de substances TPPT achetées depuis 2020	Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1	Sans objet
7	Autorisation des produits biocides CONTRAM CB-3, DENSIL DN et PROXEL GXL	Règlement européen du 22/05/2012, article 89.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection menée le 28 janvier 2026 a mis en évidence 2 non conformités :

. La première porte sur la rubrique 1 de la fiche de données de sécurité de la substance thiophosphate de O,O,O-triphényle (CAS 597-82-0) dite 132.20 (FDS éditée par la société LUBRIZOL FRANCE en tant qu'importateur de la substance depuis les États-Unis). La société doit se mettre en conformité sous 1 mois en révisant la FDS.

. La seconde porte sur la rubrique 2.3 de la fiche de données de sécurité du mélange dit CPI-9007-5 (FDS éditée par la société LUBRIZOL FRANCE en tant que formulateur du mélange). La société doit se mettre en conformité sous 1 mois en révisant la FDS.

L'inspection demande également à la société LUBRIZOL FRANCE de bien vouloir justifier :

. Sous 3 mois, des échanges menés avec le fabricant allemand de la substance thiophosphate de O,O,O-triphényle (CAS 597-82-0) afin de déterminer si les mesures de gestion des risques de la sub-

stance appliquées dans l'établissement au titre du scénario d'exposition de l'environnement de Rouen répondent aux mesures décrites dans le rapport sur la sécurité chimique et la FDS liés à l'enregistrement REACH réalisé par ce fabricant.

. Sous 1 mois, du statut d'intermédiaire de synthèse isolé de la substance doconas-1-ol (CAS 661-19-8) au regard des guides de l'Agence européenne des produits chimiques sur les monomères & polymères d'une part, et des intermédiaires de synthèse d'autre part.

2-4) **Fiches de constats**

N° 1 : Identité fournisseur substance thiophosphate de O,O,O-triphényle (TPPT)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Produits chimiques, Via la fiche de données de sécurité
Prescription contrôlée : Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II : a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) no 1272/2008, ou b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII; ou c) lorsqu'une substance est incluse sur la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b).
Constats : La substance thiophosphate de O,O,O-triphényle (CAS 597-82-0) est fournie à la société LUBRIZOL FRANCE par 2 fournisseurs distincts à des fins de formulation par la seule usine de Rouen de 2 produits finis appartenant à des catégories d'usage distinct : . Le premier fournisseur directement en amont est un distributeur français (92) qui se fournit lui-même auprès d'un chimiste allemand basé à Ludwigshafen (DE) qui synthétise la substance thiophosphate de O,O,O-triphényle en Allemagne. Ce fournisseur est récent auprès de la société LUBRIZOL FRANCE (la première et la seule facture date du 1 ^{er} octobre 2025) pour une quantité totale de 960 kg (24 tonnelets de 40 kg). Le produit fini a été formulé et conditionné à Rouen en grands récipients vrac (IBC) en fin d'année 2025 puis a été entreposé dans un entrepôt belge du groupe LUBRIZOL. Il appartient à la famille des lubrifiants de réfrigération et a été vendu à l'entité LUBRIZOL Limited (UK) dans le cadre d'une commande inter-entreprises au groupe LUBRIZOL. La fiche de données de sécurité (FDS) transmise par le distributeur francilien à la société LUBRIZOL FRANCE à l'occasion de la cession de la substance est celle du chimiste allemande (FDS version 12.0 en date du 15 mai 2024). Cette version de la FDS reconnaît (en ses rubriques 2.3 et 12.5) les propriétés Persistantes, bio-accumulables et toxiques au long terme pour les organismes aquatiques (PBT) de la substance sans lui attribuer (en rubrique 2.1 de la FDS) la mention de dangers H440 (PBT) au titre du règlement européen CLP. La FDS reconnaît également les propriétés de très grande toxicité au long terme pour les organismes aquatiques (mention de dangers H410) associé à une plus grande concentration sans effet (PNEC) pour ces organismes présentes dans les eaux douces de 0,17 µg/L. . Le second fournisseur est la société LUBRIZOL Inc. qui synthétise la substance aux États-Unis. La substance est ainsi importée par la société LUBRIZOL FRANCE depuis plusieurs années. Les quantités importées ont été de 5 832 kg en 2024 et 2 916 kg en 2025. Le produit fini formulé au moyen

de cette substance est un produit additif pour lubrifiant (hors route). La FDS de la substance importée (version 6.0 du 6 janvier 2026) reconnaît (en ses rubriques 2.3 et 12.5) les propriétés Persistantes, bio-accumulables et toxiques au long terme pour les organismes aquatiques (PBT) de la substance et lui attribue (en rubrique 2.1 de la FDS) la mention de dangers H440 (PBT) au titre du règlement européen CLP. La FDS reconnaît également les propriétés de très grande toxicité au long terme pour les organismes aquatiques (mention de dangers H410) associée à une plus grande concentration sans effet (PNEC) pour ces organismes présents dans les eaux douces de 0,17 µg/L.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Quantités annuelles de substances TPPT achetées depuis 2020

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 36.1
Thème(s) : Produits chimiques, Sur la base des factures
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque fabricant, importateur, utilisateur en aval, distributeur rassemble toutes les informations dont il a besoin pour s'acquitter des obligations que lui impose le présent règlement et en assure la disponibilité pendant une période d'au moins dix ans après la date à laquelle il a fabriqué, importé, fourni ou utilisé pour la dernière fois la substance, telle quelle ou contenue dans un mélange. Sur demande, ce fabricant, importateur, utilisateur en aval ou distributeur transmet ou met à disposition cette information sans tarder à toute autorité compétente de l'État membre où il est établi ou à l'Agence, sans préjudice des dispositions des titres II et VI.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a pu consulter (via le portail sécurisé de l'Agence européenne des produits chimiques) les tonnages importés entre 2014 et 2019 par la société LUBRIZOL FRANCE et qui sont couverts par l'enregistrement REACH en sa qualité d'importateur depuis un pays extra-européen. Ces quantités sont comprises dans la bande de tonnage prévue par l'enregistrement REACH. La société LUBRIZOL FRANCE précise que la substance TPPT n'est importée des États-Unis en vue de la formulation du produit fini dit Lubrizol® 9690 que depuis 2022. Elle a été importée précédemment en vue de formuler (depuis 2006 probablement), dans l'établissement de Rouen, des produits finis autres.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de gestion des risques inhérentes à la substance TPPT

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 et 34
Thème(s) : Produits chimiques, Via la fiche de données de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 37.5 :</p> <p>" Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32. "

Article 34 :

" Tout acteur de la chaîne d'approvisionnement d'une substance ou d'un mélange communique les informations suivantes à l'acteur ou au distributeur situé immédiatement en amont dans la chaîne d'approvisionnement:

- a) des informations nouvelles sur les propriétés dangereuses, quelles que soient les utilisations concernées;
- b) toute autre information qui pourrait mettre en doute le caractère approprié des mesures de gestion des risques identifiées dans une fiche de données de sécurité qui leur aurait été fournie ; ces informations ne sont communiquées que pour des utilisations identifiées. "

Constats :

La substance dite thiophosphate de O,O,O-triphényle (CAS 597-82-0) se présente sous forme pulvérulente lorsqu'elle est livrée dans l'établissement de Rouen.

Cette substance, lorsqu'elle est fournie par le fabricant américain, ne fait l'objet ni d'un rapport sur la sécurité chimique, ni de mesures de gestion des risques visant à protéger l'environnement compte-tenu des tonnages associés à l'enregistrement REACH porté par la société LUBRIZOL FRANCE en tant qu'importateur. La rubrique 2.3 de la fiche de données de sécurité (version 6.0 en date du 6 janvier 2026) du fournisseur mentionne cependant que les vapeurs dans le conteneur peuvent contenir du sulfure d'hydrogène.

La même substancethiophosphate de O,O,O-triphényle fournie par le distributeur français fait l'objet d'un rapport sur la sécurité chimique, d'un scénario (ERC2) d'exposition de l'environnement pour les usages de formulation industrielle d'additifs lubrifiants et de mesures de gestion des risques visant à protéger l'environnement compte-tenu des tonnages associés à l'enregistrement REACH porté par le fabricant allemand : traitement des poussières par lavage des effluents, traitement des gaz par oxydation thermique. Dans les faits, la société LUBRIZOL FRANCE met en place au moment du dépotage des fûts de la substance une aspiration des effluents qui sont dirigés vers la colonne de lavage B6/B7. L'efficacité de l'abattage des effluents gazeux par la colonne de lavage au regard de l'efficacité préconisée par oxydation thermique reste à démontrer (**demande de justificatif**).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société LUBRIZOL FRANCE doit déterminer, sous 3 mois, en lien avec le fabricant allemand en amont dans la chaîne d'approvisionnement, si la colonne de lavage des gaz B6/B7 répond à la mesure de gestion des risques mentionné dans la partie étendue de la fiche de données de sécurité et le rapport sur la sécurité chimique associé à l'enregistrement REACH de ce fabricant.

(Cet échange d'informations est d'autant plus nécessaire que la rubrique 8.2.3 de la fiche de données de données de sécurité du fabricant allemand ne mentionne aucun résumé des mesures de gestion des risques vis-à-vis de l'environnement alors que le règlement européen REACH 2020/878 le prévoit explicitement).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Annexe	
Thème(s) : Produits chimiques, Par le fabricant américain	
Prescription contrôlée :	
<p>RUBRIQUE 1 - Identification de la substance / du mélange et de la société / de l'entreprise</p> <p>Cette rubrique de la fiche de données de sécurité précise de quelle manière la substance ou le mélange doivent être identifiés et de quelle manière les utilisations pertinentes identifiées, le nom du fournisseur de la substance ou du mélange ainsi que les coordonnées de contact du fournisseur de la substance ou du mélange, y compris la personne ou le service à contacter en cas d'urgence, doivent être indiqués sur la fiche de données de sécurité.</p> <p>1.1. Identificateur de produit</p> <p>L'identificateur de produit doit être fourni conformément à l'article 18, paragraphe 2, du règlement (CE) no 1272/2008 s'il s'agit d'une substance et conformément à l'article 18, paragraphe 3, point a), dudit règlement s'il s'agit d'un mélange, et tel qu'il figure sur l'étiquette, dans la ou les langues officielles du ou des États membres où la substance ou le mélange sont mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concernés ont adopté d'autres dispositions.</p> <p>Pour les substances soumises à enregistrement, l'identificateur de produit doit être conforme à celui fourni pour l'enregistrement, et le numéro d'enregistrement attribué en application de l'article 20, paragraphe 3, du présent règlement doit également être indiqué. Des identificateurs supplémentaires peuvent être fournis, même s'ils n'ont pas été utilisés pour l'enregistrement.</p> <p>Sans préjudice des obligations incombant aux utilisateurs en aval prévues à l'article 39 du présent règlement, la partie du numéro d'enregistrement désignant les différents déclarants lors d'une soumission conjointe peut être omise par un fournisseur qui est un distributeur ou un utilisateur en aval, pour autant que:</p>	
a)	ce fournisseur s'engage à communiquer, sur demande, le numéro d'enregistrement complet pour les besoins de la mise en œuvre, ou, s'il ne dispose pas du numéro d'enregistrement complet, à transmettre la demande à son fournisseur, conformément au point b); et
b)	ce fournisseur communique le numéro d'enregistrement complet à l'autorité de l'État membre chargée du contrôle de la mise en œuvre ou de l'exécution de la législation (ci-après l'"autorité de contrôle") dans les sept jours suivant la demande, reçue directement de l'autorité de contrôle ou transmise par son destinataire, ou, s'il ne dispose pas du numéro d'enregistrement complet, qu'il transmette la demande à son propre fournisseur dans les sept jours suivant la demande, tout en informant en même temps l'autorité de contrôle.

Il est possible de fournir une seule fiche de données de sécurité pour plusieurs substances ou mé-

langes si les informations figurant sur cette fiche de données de sécurité répondent aux exigences de la présente annexe pour chaque substance et chaque mélange concernés.

Lorsque différentes formes d'une substance sont couvertes par une seule fiche de données de sécurité, il y a lieu d'inclure les informations pertinentes, en indiquant clairement à quelle forme se rapportent les différentes informations. Une autre option consiste à établir une fiche de données de sécurité distincte pour chaque forme ou groupe de formes.

Si la fiche de données de sécurité concerne une ou plusieurs nanoformes, ou des substances qui incluent des nanoformes, elle doit le mentionner en utilisant le mot "nanoforme".

Autres moyens d'identification

Il est possible de communiquer d'autres noms ou synonymes par lesquels une substance ou un mélange sont étiquetés ou couramment désignés.

Lorsqu'un mélange dispose d'un identifiant unique de formulation (UFI) conformément à l'annexe VIII, partie A, section 5, du règlement (CE) no 1272/2008 et que l'UFI est indiqué sur la fiche de données de sécurité, ce dernier doit figurer à la présente sous-rubrique.

Constats :

La version 6.0 en date du 6 janvier 2026 de la fiche de données de sécurité (FDS) de la substance dite 132.20 (substance thiophosphate de O,O,O-triphényle (CAS 597-82-0)) livrée à la société LUBRIZOL FRANCE par la société LUBRIZOL Inc. (USA) ne mentionne pas (**NON CONFORMITE**) :

- . le numéro d'enregistrement REACH 01-2119979545-21 (rubrique 1.1) ;
- . l'identificateur chimique de la substance : n° CAS et /ou numéro d'inventaire CE (rubrique 1.1) ;
- . les utilisations identifiées de la substance (rubrique 1.2) : les utilisations en recherche & développement mentionnées sur la FDS sont erronées ;
- . le numéro de l'organe consultatif officiel français relatif aux informations d'urgence (n° ORFILA : 01.45.42.59.59). La référence aux coordonnées téléphoniques du service d'assistance CHEMTREC peuvent être mentionnées en plus celles de l'organe ORFILA mais la présence de 2 numéros de téléphone CHEMTREC peut prêter à confusion et le numéro de téléphone (1) 7035273887 mérite d'être vérifié / confirmé.

En revanche, la FDS mentionne correctement :

- . le fournisseur de la fiche de FDS (rubrique 1.3), à savoir la société LUBRIZOL FRANCE en sa qualité d'importateur de la substance et donc d'entité responsable de la mise sur le marché européen de la substance.
- . la mention de danger EUH440 (PBT : Persistant, bioaccumulable et toxique, S'accumule dans l'environnement et dans les organisme vivant y compris chez l'être humain) conformément à l'avis du plan d'actions continu communautaire en date du 1^{er} avril 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société LUBRIZOL FRANCE doit se mettre en conformité, sous 15 jours, en modifiant la rubrique 1 de la fiche de données de sécurité de la substance dite 132.20.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Rubrique 2.3 de la FDS du mélange CPI-9007-5

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/06/2020, article Annexe

Thème(s) : Produits chimiques, Par le fabricant américain
Prescription contrôlée : <p>2.3. Autres dangers</p> <p>Il convient de fournir des informations indiquant si la substance répond aux critères pour être qualifiée de persistante, bioaccumulable et toxique, ou de très persistante et très bioaccumulable conformément à l'annexe XIII, si la substance a été inscrite sur la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, en raison de ses propriétés perturbant le système endocrinien, et si la substance est une substance connue pour avoir des propriétés perturbant le système endocrinien conformément aux critères énoncés dans le règlement délégué (UE) 2017/2100 de la Commission (3) ou dans le règlement (UE) 2018/605 de la Commission (4). Dans le cas d'un mélange, des informations doivent être fournies pour chacune de ces substances qui est présente dans le mélange à une concentration égale ou supérieure à 0,1 % en masse.</p> <p>Des informations doivent être données sur d'autres dangers qui n'entraînent pas la classification, mais qui peuvent contribuer aux dangers généraux de la substance ou du mélange, tels que la formation de contaminants atmosphériques pendant le durcissement ou le traitement, l'empoussiérement, les propriétés explosives qui ne satisfont pas aux critères de classification énoncés à l'annexe I, partie 2, section 2.1, du règlement (CE) no 1272/2008, les risques d'explosion de poussière, la sensibilisation croisée, l'asphyxie, la congélation, la sensibilisation très puissante de l'odorat ou du goût, ainsi qu'aux effets sur l'environnement, tels que les dangers pour les organismes du sol ou encore le potentiel photochimique de création d'ozone. L'ajout de la mention "Peut former un mélange poussière-air explosible en cas de dispersion" est approprié en cas de danger d'explosion de poussière.</p>
Constats : <p>La version 1.0 en date du 9 octobre 2025 de la fiche de données de sécurité (FDS) du mélange CPI-9007-5 (contenant la substance thiophosphate de O,O,O-triphényle (CAS 597-82-0) à plus de 0,1 % en masse dans le mélange) formulé par la société LUBRIZOL FRANCE ne mentionne pas (NON CONFORMITES) :</p> <ul style="list-style-type: none"> . la présence d'une substance PBT (Persistante, Bioaccumulable et Toxique) alors que cette substance a été reconnue comme PBT à l'issue de l'évaluation (en date du 1^{er} avril 2025) menée dans le cadre du Plan d'actions communautaire continu de l'Agence européenne des produits chimiques. . le numéro de l'organe consultatif officiel français relatif aux informations d'urgence (n° ORFILA : 01.45.42.59.59). La référence aux coordonnées téléphoniques du service d'assistance CHEMTREC peuvent être mentionnées en plus celles de l'organe ORFILA mais la présence de 2 numéros de téléphone CHEMTREC peut prêter à confusion et le numéro de téléphone (1) 7035273887 mérite d'être vérifié / confirmé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>La société LUBRIZOL FRANCE doit se mettre en conformité, sous 15 jours, en modifiant la rubrique 2.3 de la fiche de données de sécurité du mélange CPI-9007-5.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Enregistrement REACH de la substance docosan-1-ol

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 6.3
Thème(s) : Produits chimiques, En tant que monomère d'un polymère importé
Prescription contrôlée : Tout fabricant ou importateur d'un polymère soumet une demande d'enregistrement à l'Agence pour la ou les substances monomères ou toutes autres substances qui n'ont pas encore été enregistrées par un acteur situé en amont dans la chaîne d'approvisionnement si les deux conditions suivantes sont remplies: a) le polymère contient 2 % masse/masse ou plus de cette ou de ces substances monomères ou autres sous forme d'unités monomériques ou de substances liées chimiquement; b) la quantité totale de cette ou de ces substances monomères ou autres atteint 1 tonne ou plus par an. 4. Toute demande d'enregistrement est accompagnée de la redevance exigée conformément au titre IX.
Constats : Au 28 janvier 2026, la substance doconas-1-ol est enregistrée par la société LUBRIZOL FRANCE en tant qu'intermédiaire de synthèse isolé sur site (OSII). Après échange avec la société LUBRIZOL FRANCE, la société est d'avis que la substance doit être considérée comme un " Autre réactif " au sens du Guide de l'Agence européenne des produits chimiques intitulé " Guide pour les monomères et les polymères " (version 3.0 de février 2023). D'après ce guide, les autres réactifs désignent une molécule qui peut être liée à une ou plusieurs séquences d'unités monomères mais qui ne peut pas être considérée comme un monomère dans les conditions de réaction appropriées utilisées pour le procédé de formation de polymère. A titre d'exemple, une molécule qui agit en tant qu'initiateur d'une réaction de polymérisation mais qui ne peut réagir avec elle-même ou avec une molécule de polymère peut être qualifiée d'autre réactif. La société LUBRIZOL FRANCE considère que la substance peut aussi être qualifiée d " autres substances à transformer en polymère fabriqué " (paragraphe 3.1 du guide) et ainsi bénéficier du statut d'intermédiaire de synthèse isolé transporté. L'inspection est in fine d'avis que la substance docosan-1-ol ne peut à la fois être qualifiée d' <i>autre réactif</i> et <i>autre substance à transformer en polymère fabriqué</i> (demande de justificatif). Si elle est qualifiable d' <i>autre réactif</i> , elle ne peut être assimilée au monomère (ainsi qu'à ses impuretés et des stabilisants) et doit faire l'objet d'un enregistrement REACH standard distinct de celui du monomère. Si elle est qualifiable d' <i>autre substance à transformer en polymère fabriqué</i> , la société LUBRIZOL FRANCE doit pouvoir justifier que la molécule est convertie à 100 % dans la réaction de polymérisation pour pouvoir bénéficier du statut d'intermédiaire de synthèse isolé transporté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société LUBRIZOL FRANCE doit se mettre en conformité sous 1 mois, en justifiant : . de la nature des monomères et des polymères dans lesquels la substance doconas-1-ol est importée sous couvert de l'enregistrement REACH 01-2119487963-20-xxxx dont elle est détentrice ; . du rôle joué par la substance vis-à-vis des monomères justifiant son statut d' <i>autre réactif de polymérisation</i> au sens du guide ECHA intitulé Guide pour les monomères et polymères.

. de la conversion complète de la substance (c'est-à-dire à 100 %) à l'issue de la réaction de polymérisation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Autorisation des produits biocides CONTRAM CB-3, DENSIL DN et PROXEL GXL

Référence réglementaire : Règlement européen du 22/05/2012, article 89.3
Thème(s) : Produits chimiques, Date dépôt demande d'autorisation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsqu'il a été décidé d'approuver une substance active pour un type de produits donné, les États membres veillent à ce que les autorisations de produits biocides relevant de ce type de produits et contenant cette substance active soient accordées, modifiées ou annulées, suivant le cas, conformément au présent règlement, dans un délai de deux ans à compter de la date de l'approbation. À cette fin, les demandeurs souhaitant solliciter l'autorisation ou la reconnaissance mutuelle simultanée de produits biocides de ce type de produits ne contenant aucune substance active autre que des substances actives existantes soumettent une demande d'autorisation ou de reconnaissance mutuelle simultanée aux autorités compétentes des États membres au plus tard à la date de l'approbation de la ou des substances actives. Dans le cas des produits biocides contenant plusieurs substances actives, les demandes d'autorisation sont soumises au plus tard à la date d'approbation de la dernière substance active pour ce type de produits.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société LUBRIZOL FRANCE se déclare (sur le portail dématérialisé BioCID) comme l'entité juridique mettant sur le marché français 3 produits biocides destinés exclusivement aux professionnels :</p> <p>. Produit CONTRAM CB-3 (n° inventaire biocide 24135 depuis le 3 juin 2010) : usage TP13 _ Produits de protection des fluides de travail ou de coupe. Les 2 substances actives biocide dans ce produit sont les substances IPBC (substance approuvée au titre du règlement européen pour les usages TP13 depuis le 1^{er} décembre 2016) et la substance dite BIT [1,2-benzisothiazol-3(2H)-one;1,2-benzisothiazolin-3-one] qui sera approuvée le 1^{er} octobre 2026. Depuis le 3 juin 2010, la société LUBRIZOL FRANCE bénéficie ainsi du régime transitoire pour mettre le produit sur le marché français.</p> <p>. Produit PROXEL GXL (n° inventaire biocide 86298 depuis le 18 mars 2025) : usages TP6_Protection des produits pendant le stockage et T13_Produits de protection des fluides de travail ou de coupe. La substance active biocide dans ce produit est la substance dite BIT [1,2-benzisothiazol-3(2H)-one;1,2-benzisothiazolin-3-one] qui sera approuvée le 1^{er} octobre 2026. Depuis le 18 mars 2025, la société LUBRIZOL FRANCE bénéficie du régime transitoire pour mettre le produit sur le marché français.</p> <p>. Produit DENSIL DN (n° inventaire 83021 depuis le 27 juin 2024) : usages TP6_Protection des produits pendant le stockage et T13_Produits de protection des fluides de travail ou de coupe. La substance active biocide dans ce produit est la substance dite BBIT : 2-butyl-benzo[d]isothiazole-3-one (CAS 4299-07-04). L'inspection s'est assurée que cette substance est inscrite au programme de ré-examen communautaire en vue de son approbation en tant que substance active biocide (via le règlement européen 1062/2014 du 4 août 2014). Depuis le 27 juin 2024, la société LUBRIZOL FRANCE bénéficie ainsi du régime transitoire pour mettre le produit sur le marché français.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est rappelé à la société LUBRIZOL FRANCE qu'elle doit déposer une demande d'autorisation de mise sur le marché des produits biocides CONTRAM CB-3 et PROXEL GXL avant le 1^{er} octobre 2026 ou arrêter de les mettre sur le marché au 31 mars 2027 si elle ne procède à aucune demande d'autorisation de mise sur le marché français ou européen.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>